



# Sondage sur les grands sujets du débat public pendant la campagne présidentielle

François Miquet-Marty  
Maïder Chango  
01 55 33 20 65

[www.lh2.fr](http://www.lh2.fr)



Rapport d'étude remis à  
l'Institut de l'Entreprise  
Janvier 2007



# Sommaire

<b>NOTE TECHNIQUE DU SONDAGE</b>	<b>3</b>
<b>SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS</b>	<b>4</b>
<b>RÉSULTATS D'ENSEMBLE</b>	<b>7</b>
<b>I. La situation économique et sociale de la France</b>	<b>7</b>
<i>Perception globale de la situation économique et sociale de la France</i>	8
<i>Perception détaillée de la situation économique et sociale de la France</i>	9
<i>Pertinence des réponses apportées par les candidats</i>	10
<b>II. Opinions sur des propositions sectorielles</b>	<b>11</b>
<i>La dette de l'Etat et les comptes publics</i>	12
<i>L'efficacité de l'Etat</i>	13
<i>Le financement et le fonctionnement des retraites</i>	14
<i>L'Assurance maladie</i>	15
<i>Les hôpitaux</i>	16
<i>L'emploi</i>	17
<i>L'enseignement primaire et secondaire</i>	18
<i>Les universités</i>	19



## **NOTE TECHNIQUE**

- **Sondage réalisé pour : L'Institut de l'Entreprise**
- **Dates de réalisation : Les 5 et 6 janvier 2007**
- **Sondage LH2 réalisé au téléphone auprès d'un échantillon de 999 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.**
- **Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé, après stratification par région et catégorie d'agglomération.**

**Nous rappelons que toute diffusion des résultats de cette enquête doit être accompagnée d'éléments techniques tels que :  
la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut, la taille d'échantillon.**



# SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

## Une France sous tensions

A quelques semaines de l'élection présidentielle, l'institut LH2 et l'Institut de l'entreprise ont voulu cerner l'état de l'opinion française, en dressant le diagnostic des préoccupations collectives, et identifiant les volontés de réforme pour l'avenir.

La démarche mise en œuvre repose sur une approche spécifique : nous avons testé l'adhésion des Français à un certain nombre de principes généraux de réforme, ou à des idées. Les évaluations réalisées sont donc conduites *in abstracto*, hors de tout débat médiatique ou partisan qui surviendrait inévitablement si les mêmes propositions étaient faites par des responsables politiques ; ce que nous mesurons ici est donc l'acceptation, par la société française, d'un certain nombre d'orientations générales.

L'enquête révèle en premier lieu l'existence d'une profonde inquiétude concernant la situation actuelle de la France. Pour l'avenir, et pour améliorer la situation, les Français sont prêts à accepter des changements profonds dans notre société, hormis sur des enjeux qui touchent directement des questions sociales sensibles : la santé et les retraites.

### Des inquiétudes majeures

Les Français émettent un jugement très critique sur l'état économique et social de notre société : 65 % estiment que la situation en la matière est « mauvaise », et ce regard critique émane de l'ensemble des sensibilités politiques considérées : il est partagé par 66 % des Français de gauche, et par 59 % des Français de droite.

Concrètement, ces perceptions négatives se déploient sur l'ensemble des grands enjeux proposés aux interviewés. Les résultats sont patents sur les registres qui concernent la vie quotidienne des Français : 90 % estiment que la situation est « préoccupante » en matière d'emploi, 88 % concernant les retraites et 84 % concernant l'Assurance maladie. Mais de façon plus inattendue, les personnes interrogées se déclarent également inquiètes par le financement et l'efficacité de l'Etat : 81 % pensent que la situation des comptes publics est « préoccupante », et 77 % à propos de l'efficacité de l'Etat. De façon révélatrice sur ce point, les salariés du public se montrent aussi préoccupés que ceux du privé (respectivement 80 % et 78 %).

Face à ces inquiétudes, les candidats à l'élection présidentielle n'apportent pas, pour l'instant, de réponses satisfaisantes aux yeux des sondés. Sur chacun des enjeux considérés, au moins 65 % des Français estiment que le débat entre les candidats à l'élection présidentielle n'a pas donné lieu à des propositions convaincantes.



## **SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS (suite)**

### **Des souhaits de réformes décisifs**

Pour redresser la France, les interviewés adhèrent au principe de réformes de grande ampleur :

- Concernant le budget de l'Etat, et sur le principe, près des trois quarts (73 %) des personnes interrogées acceptent l'idée d'un blocage des dépenses publiques. Cette opinion est bien évidemment une pétition générale, qui n'identifie pas les contreparties en termes de réduction des prestations publiques. Mais il est intéressant de noter que 69 % des sympathisants socialistes y sont favorables.
- Pour améliorer l'efficacité de l'Etat, 69 % des Français se déclarent favorables à un changement des affectations des fonctionnaires, en fonction des besoins des services publics ; et 68 % acceptent l'idée d'une prise en compte des performances dans la rémunération et la carrière des fonctionnaires. Là encore, il est frappant d'observer que, dans les deux cas, les salariés du secteur public se déclarent favorables à ces évolutions (respectivement 59 % et 72 %).
- Concernant le chômage, 89 % des Français adoptent l'idée d'une incitation financière des chômeurs à la reprise rapide d'un emploi.
- En matière d'enseignement secondaire, des évolutions fortes sont également attendues : 91 % des interviewés acceptent le principe d'un encouragement financier des enseignants, permettant à ces derniers de rester plus longtemps dans l'établissement, à la disposition des élèves ; et 86 % sont favorables à des rémunérations des enseignants tenant compte de la difficulté d'exercice de leur métier.
- Concernant l'enseignement supérieur, 79 % des interviewés sont favorables au financement des universités par une augmentation significative des droits de scolarité, en contrepartie de l'instauration d'un système de bourses plus efficace.

Ainsi la France accepte l'idée d'évolutions majeures concernant les finances publiques, la réforme de l'Etat, et le système d'enseignement. Il est important de souligner que ces prises de position se situent systématiquement au niveau des principes, et que ces adhésions ne préjugent pas de phénomènes d'opposition sectoriels lors de la mise en œuvre des mesures envisagées, et à la lecture des dispositifs précis proposés. Néanmoins, ces résultats témoignent d'une ouverture nouvelle de l'opinion, plus favorable qu'hier au principe d'une modernisation de la France.



## **SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS (fin)**

### **Des freins à la réforme sur des enjeux sociaux**

En revanche, des réticences importantes apparaissent sur deux registres sociaux : la santé et les retraites.

- En matière de santé, 63 % des personnes interrogées se déclarent opposées à l'idée d'une fermeture des hôpitaux locaux, ne répondant pas à des exigences de qualité minimales.

- En matière de retraites, 62 % des Français rejettent l'idée d'un report de l'âge légal du départ en retraite. Ici, des clivages générationnels majeurs apparaissent, porteurs de menaces pour l'avenir, de conflits d'intérêts entre tranches d'âge : les personnes âgées de 65 ans et plus, non directement concernées, sont favorables à un report de l'âge de la retraite (à 57 %), alors que les 35-49 ans y sont massivement opposés (à 71 %).

De même, 50 % des interviewés refusent un prélèvement supplémentaire sur les pensions actuelles, supérieures au niveau du Smic.

En revanche, et cette évolution est décisive, les deux tiers des interviewés (66 %) acceptent un alignement des régimes de retraites sur ceux du secteur privé.

Ainsi, à quelques semaines de la présidentielle de 2007, la France apparaît comme un pays sous tensions, travaillé par des inquiétudes majeures, par des souhaits de changements décisifs, et, en contrepoint, par des refus d'évolution notoires sur des enjeux sociaux.

En l'état actuel des choses, la campagne électorale n'offre pas encore le débat auquel les Français aspirent. Quelle que soit l'issue de l'élection, il est essentiel que cette attente soit mieux prise en compte. C'est une question de démocratie, et de crédit accordé à la politique.

François Miquet-Marty

*Directeur des études politiques et d'opinion*

**Institut LH2**

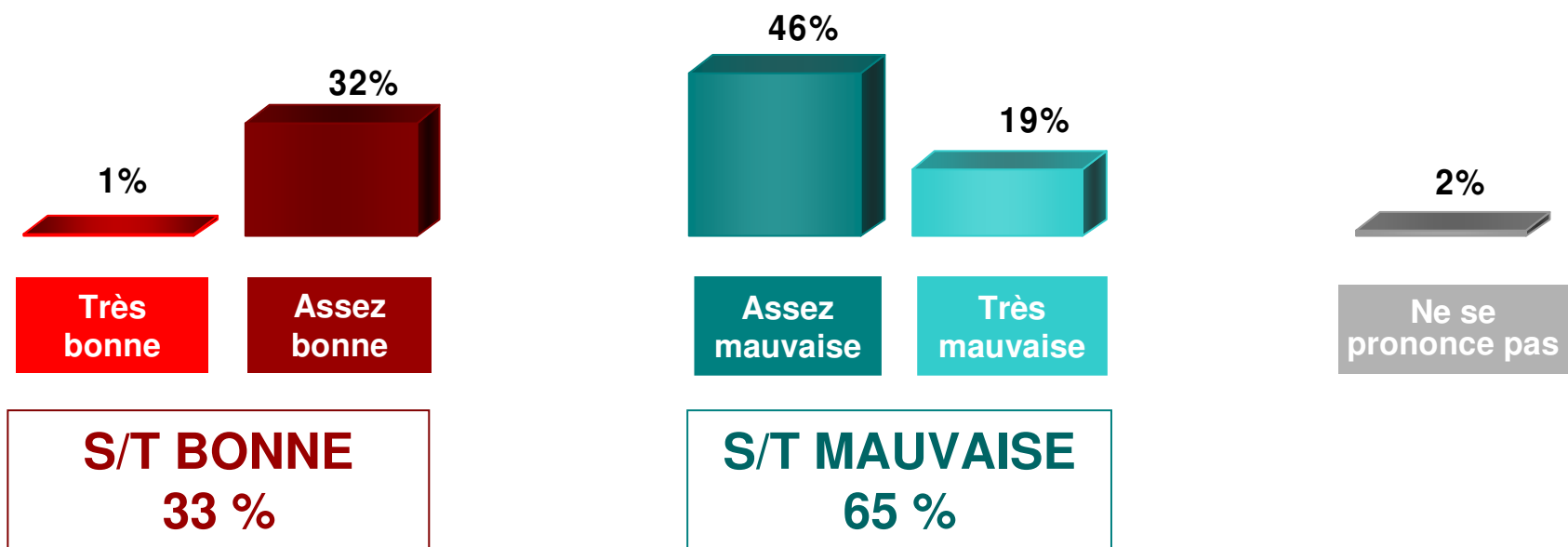


## **I- La situation économique et sociale de la France**



# Perception globale de la situation économique et sociale de la France

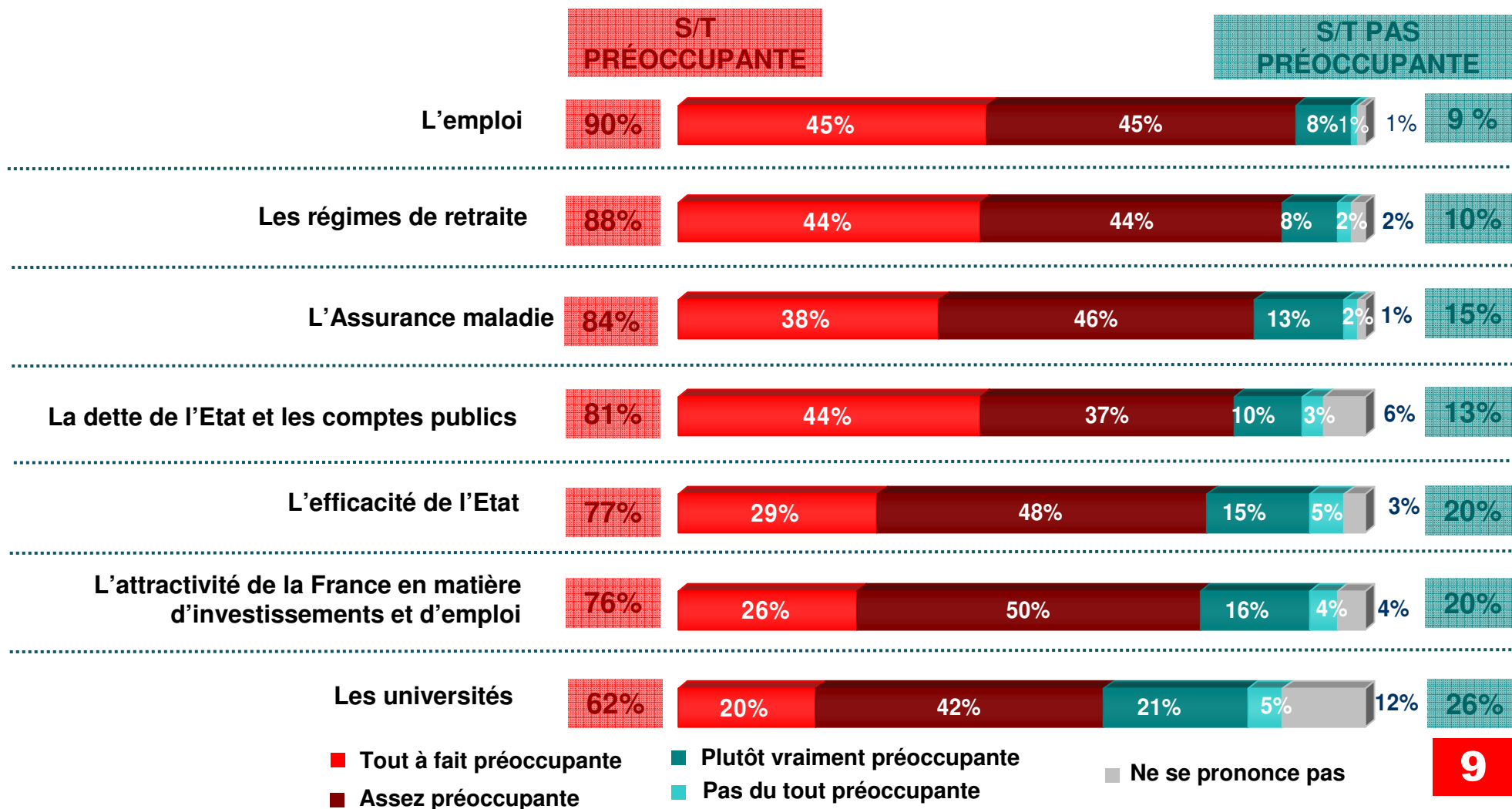
De manière générale, diriez-vous que la situation économique et sociale de la France est actuellement...





# Perception détaillée de la situation économique et sociale de la France

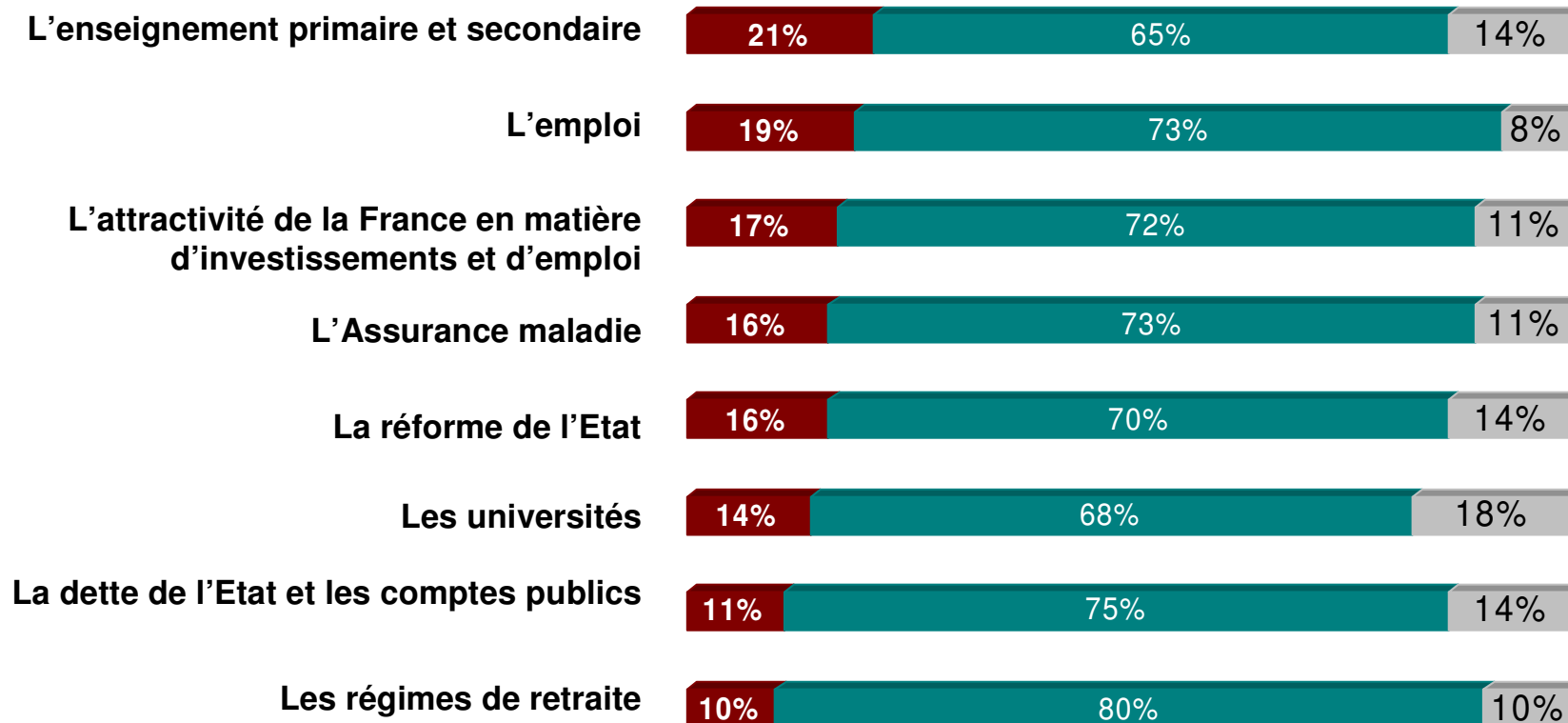
Et dans chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation est...





## Pertinence des réponses apportées par les candidats

Et dans chacun de ces domaines, diriez-vous que le débat entre les candidats à l'élection présidentielle :



■ A donné lieu à des propositions convaincantes

■ N'a pas donné lieu à des propositions convaincantes

■ Ne se prononce pas

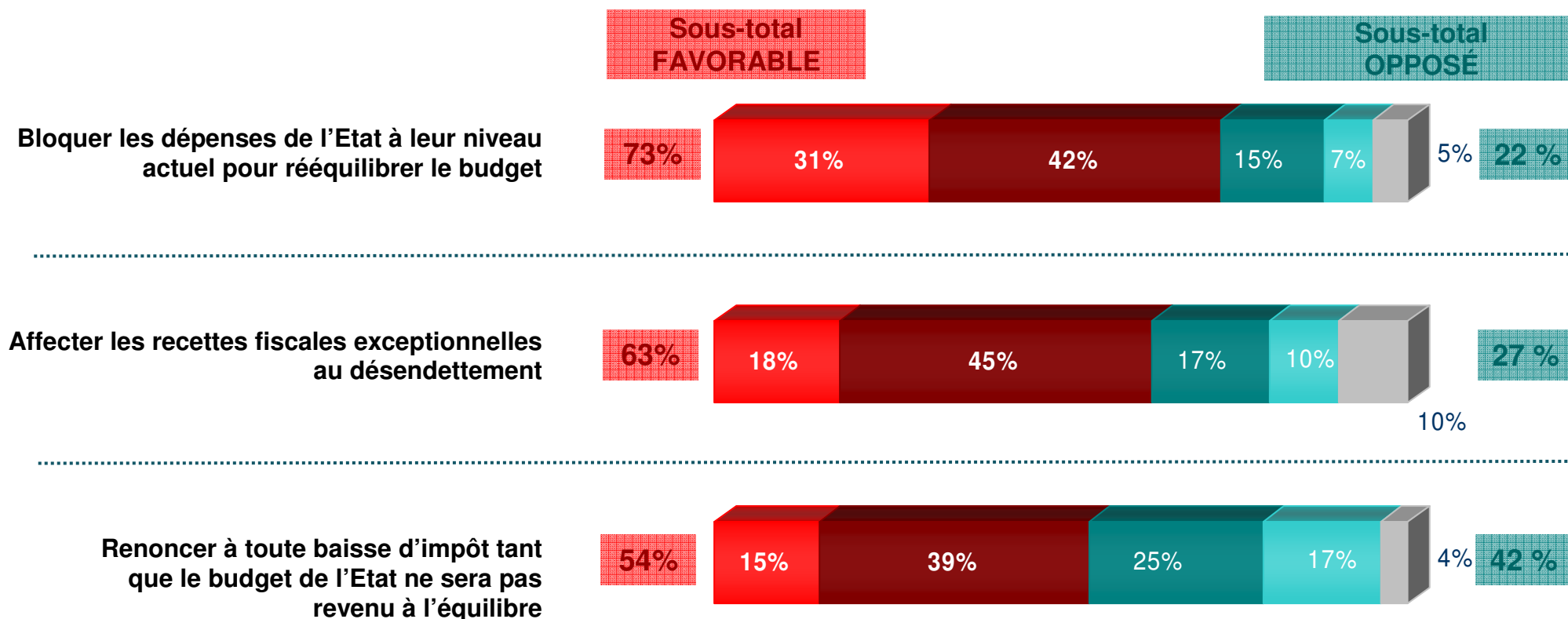


## **II- Opinions sur des propositions sectorielles**



## La dette de l'Etat et les comptes publics

Concernant la dette de l'Etat et les comptes publics, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :

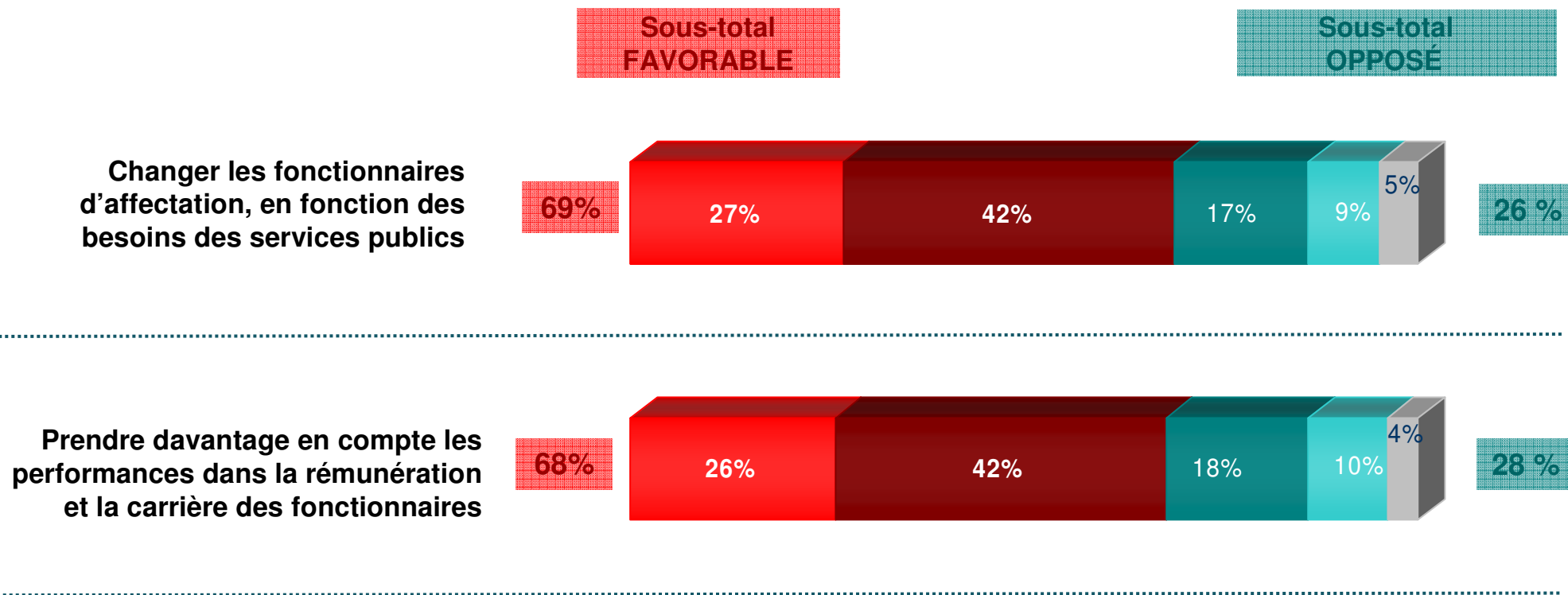


■ Très favorable      ■ Plutôt opposé      ■ Ne se prononce pas  
■ Plutôt favorable      ■ Très opposé



## L'efficacité de l'Etat

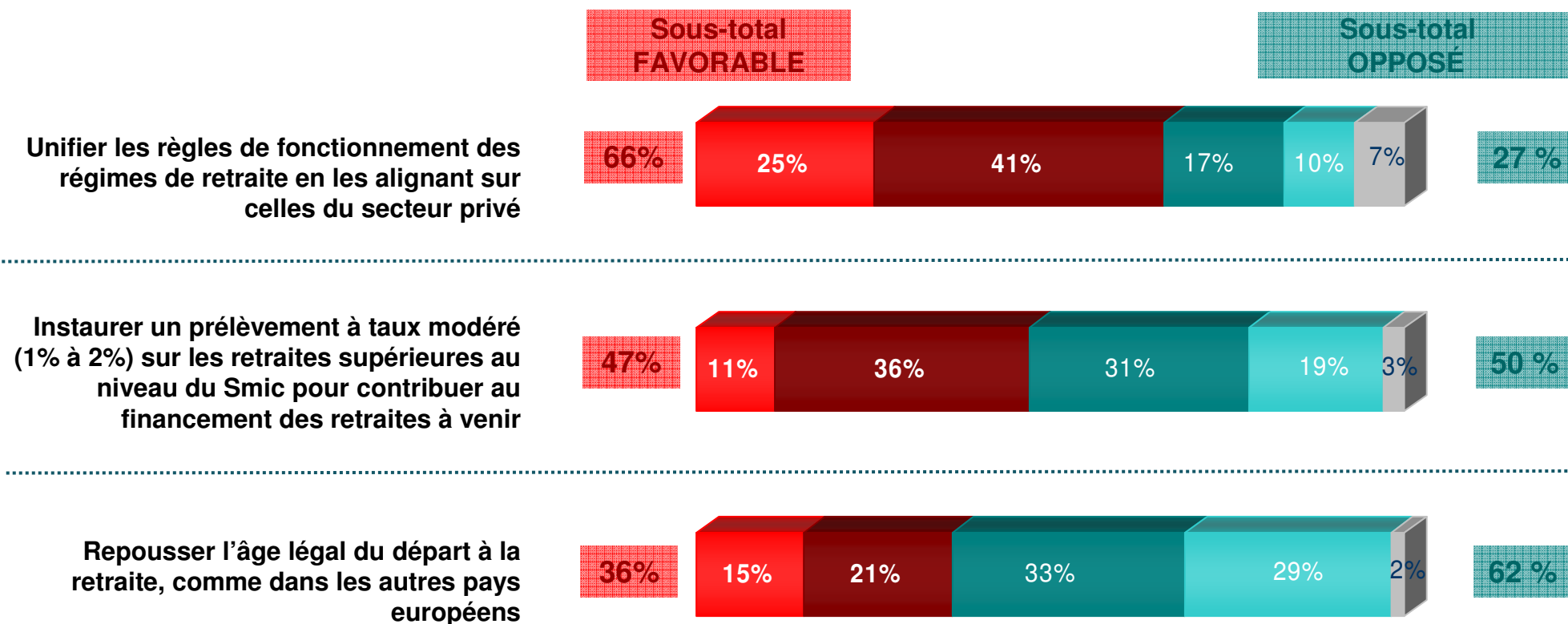
Concernant l'efficacité de l'Etat, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :





## Le financement et le fonctionnement des retraites

Concernant le financement et le fonctionnement des retraites, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :



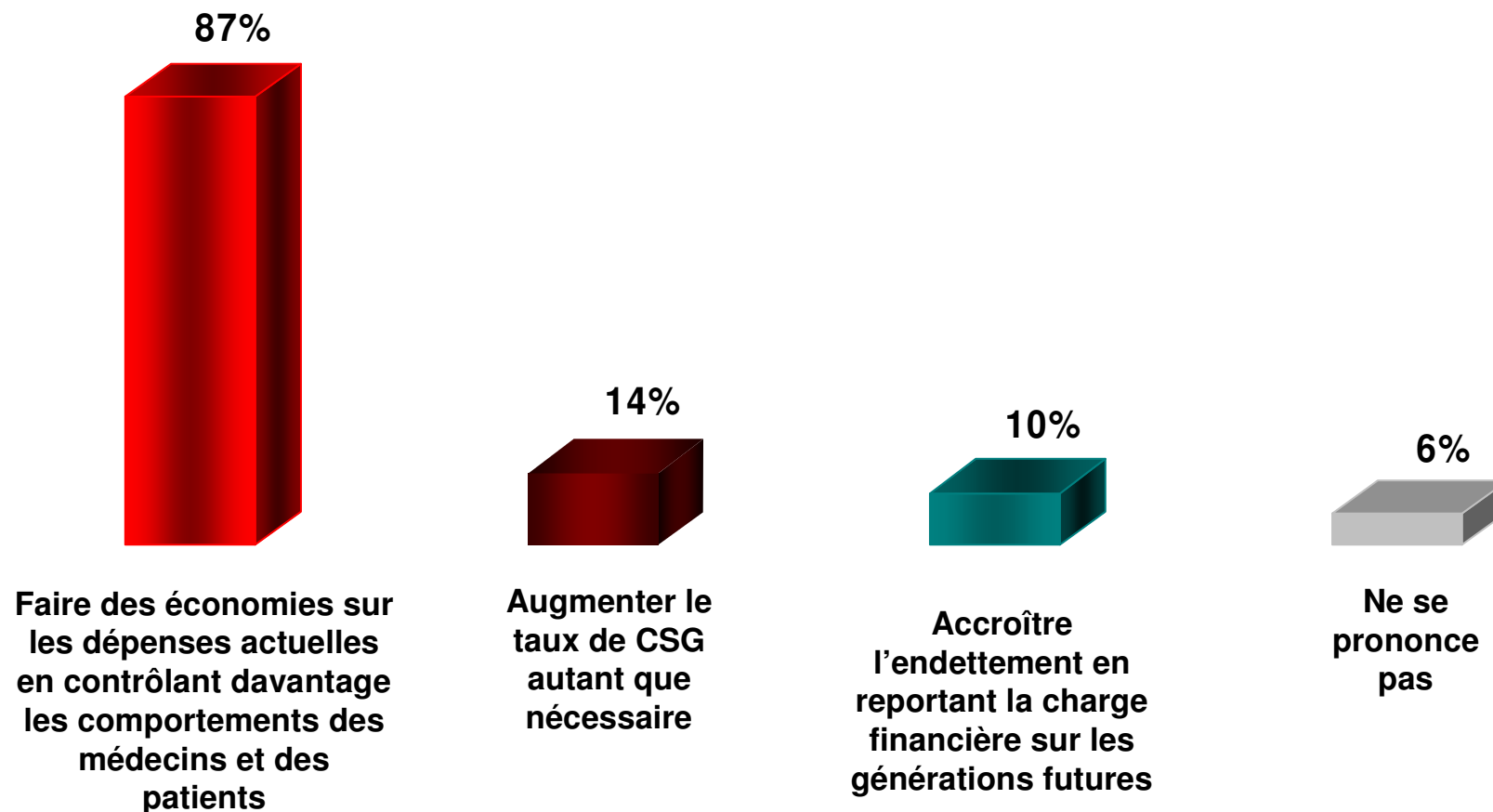
■ Très favorable      ■ Plutôt opposé      ■ Ne se prononce pas  
■ Plutôt favorable      ■ Très opposé



## L'Assurance maladie

Pour équilibrer les comptes de l'Assurance maladie, que faudrait-il faire à votre avis ?

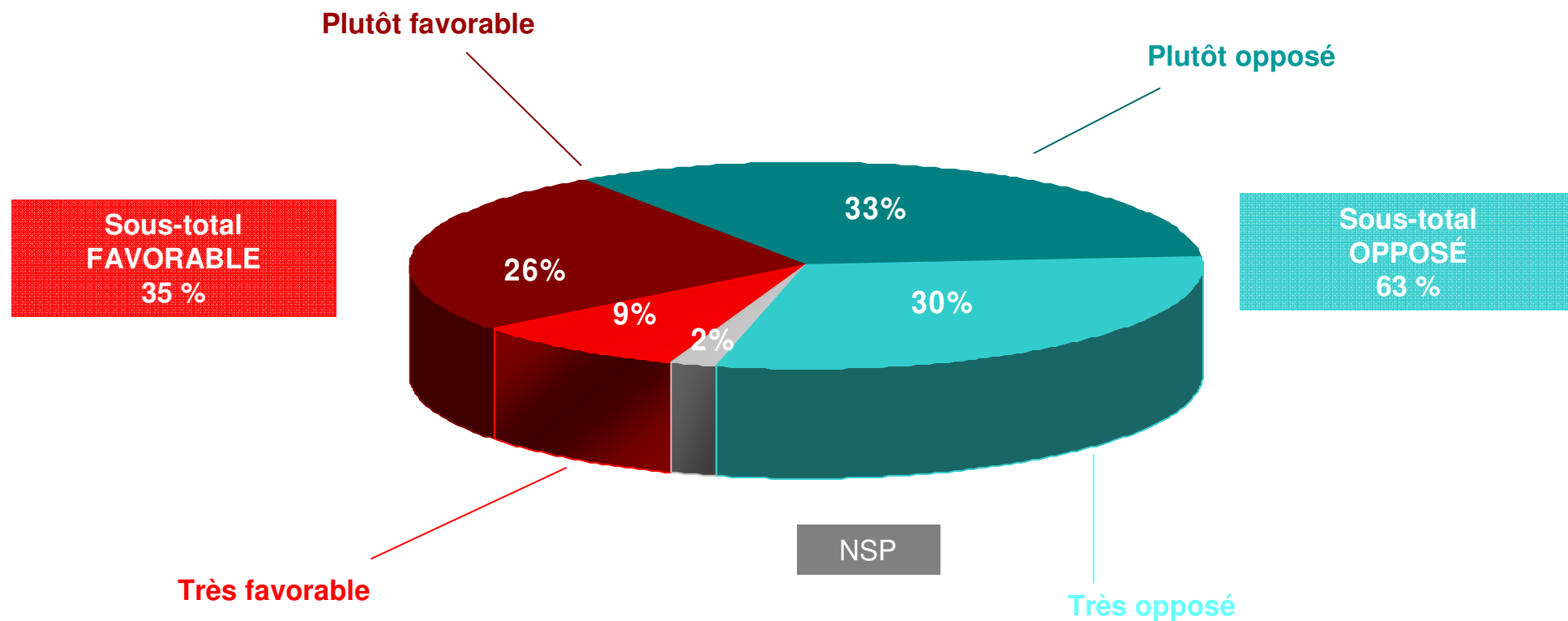
Total supérieur à 100 en raison de la multiplicité des réponses possibles.





## Les hôpitaux

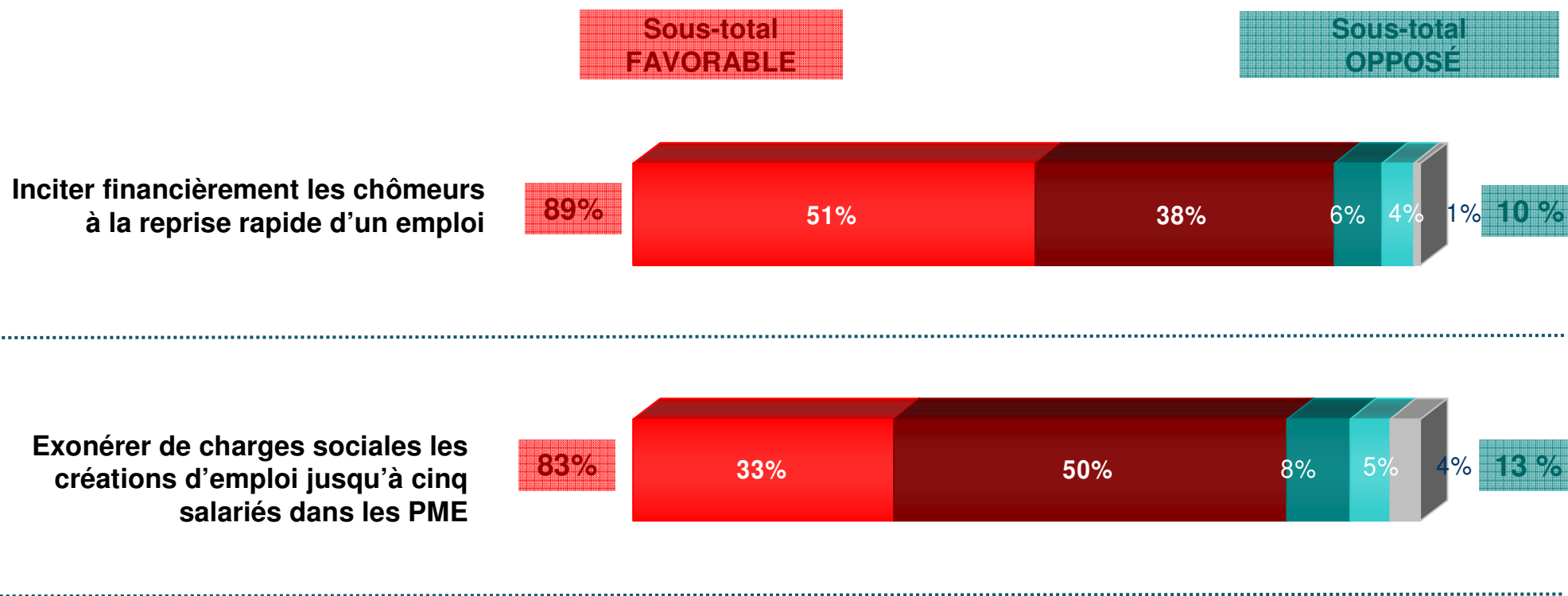
Concernant les hôpitaux, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à la proposition suivante : fermer les hôpitaux locaux qui ne satisfont pas à des exigences de qualité minimales en facilitant l'accès et l'accueil des malades dans les centres hospitaliers les plus proches ?





## L'emploi

Concernant la lutte contre le chômage, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :

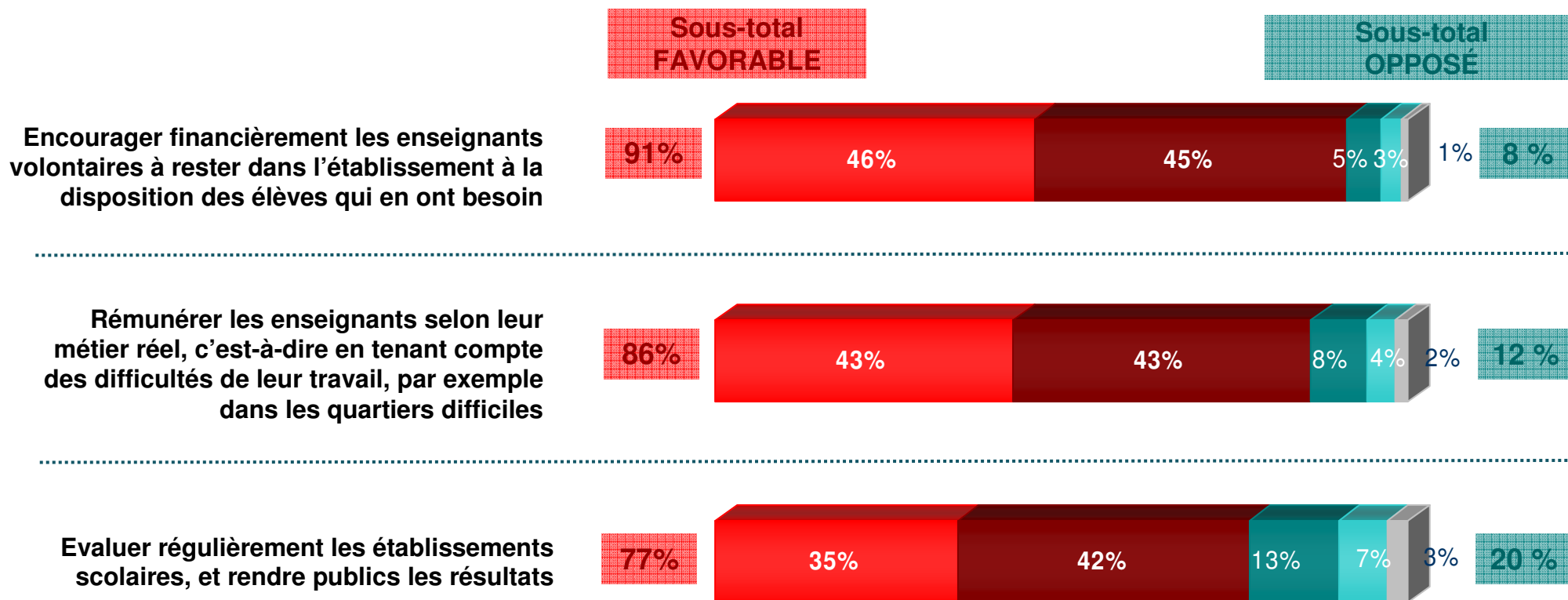


- Très favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé
- Très opposé
- Ne se prononce pas



## L'enseignement primaire et secondaire

Concernant l'enseignement dans les collèges et les lycées, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :



■ Très favorable  
■ Plutôt favorable

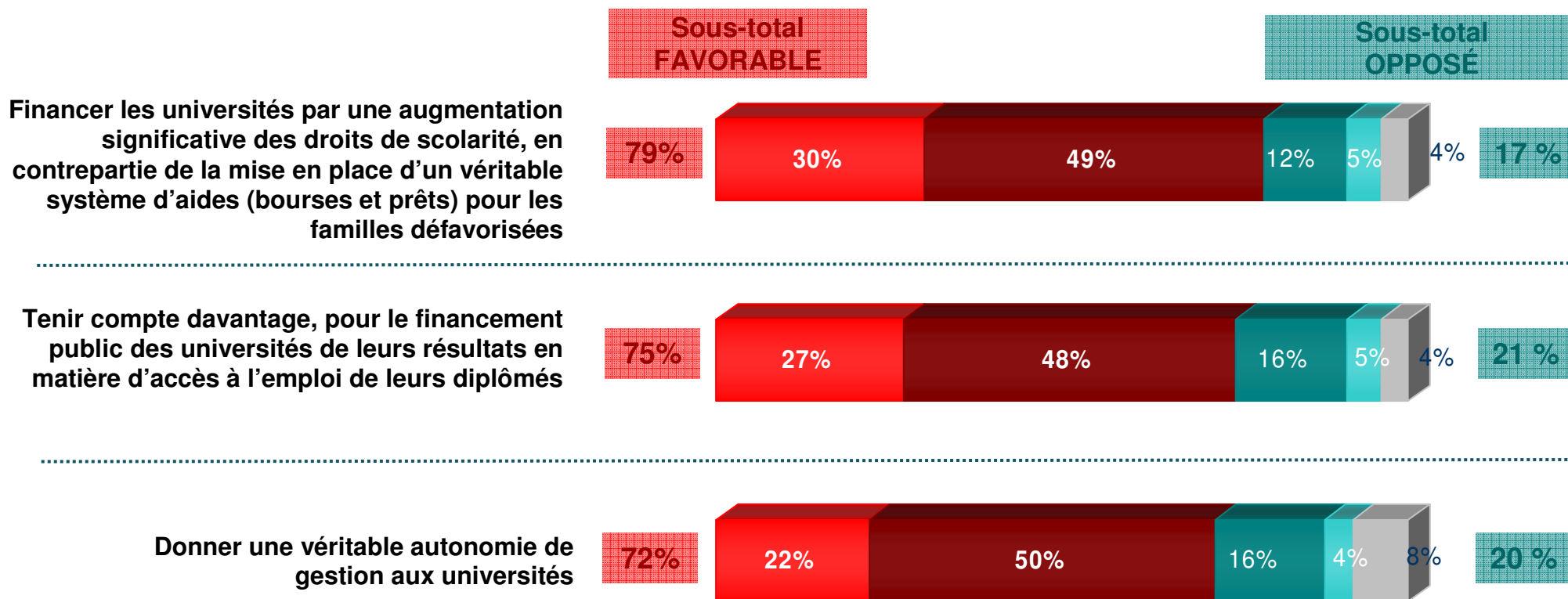
■ Plutôt opposé  
■ Très opposé

■ Ne se prononce pas



## Les universités

Concernant l'université, êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à chacune des propositions suivantes :



■ Très favorable  
■ Plutôt favorable

■ Plutôt opposé  
■ Très opposé

■ Ne se prononce pas